
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59580

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Aspect qui n'est que sporadiquement évoqué alors que l'élection et la réélection du maréchal Hindenburg, protestant monarchiste, en attestent la profondeur.

Après tout, comme le souligne lui-même Winkler, ce ne sont pas seulement les élites de pouvoir, mais aussi le vote des masses, qui ont fait du parti d'Hitler le premier parti d'Allemagne dès juillet 1932. Allant plus loin, on peut aussi se demander si la rupture de l'Etat constitutionnel de droit n'intervient, comme il le pense, qu'en janvier 1933. Ou si cette rupture n'est pas déjà amorcée sous Weimar avec une caste militaire »Etat dans l'Etat«, une justice politique »aveugle de l'œil droit« et un régime présidentiel gouvernant dès l'ère Brüning par ordonnances, c'est-à-dire sans contrôle parlementaire et à l'exclusion de plus en plus marquée de la population. Ce qui entrave d'ailleurs, comme il le note lui-même, la formation d'une société – on pourrait ajouter d'une conscience – civile. Handicap majeur de l'Allemagne d'alors par rapport aux démocraties occidentales.

Reste à savoir, ce que pense l'auteur, si l'Allemagne depuis 1990 n'est plus, selon la formule de l'historien K. D. Bracher, une »démocratie postnationale«, mais une démocratie qui renoue avec la tradition de l'Etat national tel qu'elle a existé entre 1871 et 1933, tout en tirant les leçons des échecs du passé. Ce qui suppose, estime-t-il, que le nationalisme moderne, né en France, ne soit plus vidé, comme il le fut dans l'histoire allemande, de sa substance libérale et démocratique. Condition mieux assurée, selon lui, grâce aux acquis de l'ancienne RFA comme à l'intégration européenne et atlantique.

Sérieusement documentée, comme l'atteste une impressionnante annexe de notes, cette histoire de la première démocratie allemande en souligne en fin de compte davantage les aspects négatifs que les réalisations positives. C'est dire la difficulté d'en faire la préhistoire du nouvel Etat unifié d'Allemagne. Sauf à ignorer que les faiblesses et l'opportunisme de ses responsables frayèrent la voie à la dictature national-socialiste.

Rita R. THALMANN, Paris

Francis L. CARSTEN, Eduard Bernstein 1850–1932. Eine politische Biographie, München (C. H. Beck) 1993, 240 p.

Cet ouvrage est la première biographie complète de l'un des pères fondateurs de la social-démocratie allemande, septième des quinze enfants d'un conducteur de train. La famille fait partie de la communauté juive de Berlin qui, malgré l'antisémitisme naissant des années 1880 dans toutes les classes de la société, s'est rapidement intégrée dans la communauté allemande. Pour des raisons financières, il ne peut terminer ses études au lycée, devient employé de banque jusqu'en 1878, où l'entrée en vigueur des lois d'exception contre les sociaux-démocrates désorganise le parti et entraîne des poursuites sévères contre ses membres. Le socialiste convaincu qu'est déjà Bernstein s'exile en Suisse et prend la direction de l'hebdomadaire *Der Sozialdemokrat*, passé clandestinement en Allemagne par les moyens les plus ingénieux. Même lorsqu'il critique certains points de l'enseignement de Karl Marx, il ne cesse de se proclamer l'un de ses disciples: s'il est révisionniste, dit-il, c'est dans le sens de Marx, car ce dernier a constamment révisé, réexaminé sa pensée.

Selon Bernstein, le progrès social se réalise uniquement dans des structures démocratiques. A l'instar d'Engels qu'il côtoie à Londres à partir de 1888, il est convaincu qu'aucune révolution n'a de chances d'aboutir en Allemagne. Bernstein se sent très proche des socialistes anglais, Bernard Shaw, James Keir Hardie, des membres de la Fabian Society, de tous ceux dont l'objectif principal n'est pas la victoire du socialisme, mais de réformes sociales profondes en faveur de la classe ouvrière. Le langage révolutionnaire masque trop souvent l'impuissance du parti social-démocrate allemand sur le plan des réalités, la faiblesse de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie allemandes; leur attitude souvent réactionnaire, dit-il avec beaucoup de lucidité, feront échouer la politique du parti social-démocrate. Malgré ses nombreuses

relations, son travail de journaliste et d'écrivain (il reste le meilleur connaisseur et analyste du socialisme anglais), Bernstein ne s'est jamais vraiment acclimaté à Londres et souhaite ardemment son retour en Allemagne. Sa devise: avancer doucement, fait l'objet de nombreuses attaques de la part des orthodoxes et les débats sur le révisionnisme, constituent le sujet principal des congrès annuels du parti entre 1900 et 1906. On reprochera constamment à Bernstein de pousser le mouvement ouvrier vers des voies bourgeoises, donc de paralyser tout esprit de lutte des classes. Cependant, il sait que la classe ouvrière est trop faible pour pousser à elle seule à l'avènement de la démocratie en Allemagne, il souhaite une alliance avec les classes moyennes des employés et des fonctionnaires qui constituent les classes montantes alors que la bourgeoisie libérale reste une force insuffisante. Ce que Bernstein oublie, c'est que les classes moyennes allemandes cherchent constamment à se démarquer de la classe ouvrière et que leur idéologie est souvent nationaliste et antisémite.

Autorisé à rentrer en Allemagne en 1901, le chancelier von Bülow espère qu'il exercera une influence bénéfique sur l'aile radicale du parti et provoquera une scission. Député de Breslau au Reichstag de 1902 à 1907, puis de 1912 à sa mort, Bernstein estime que le travail au Parlement est d'une importance capitale. C'est lui qui plaide avec vigueur pour l'abolition du système électoral des trois classes et en faveur du suffrage universel direct pour tout citoyen, homme et femme, âgé de plus de vingt ans. Son sens inné de la justice et de la défense des minorités lui fait prendre fait et cause pour la défense des territoires polonais contre la politique allemande «des marches de l'Est», également contre la course accélérée aux armements, notamment la construction d'une flotte de haute mer. Cependant, comme les autres sociaux-démocrates, Bernstein vote les crédits de guerre: dans une guerre défensive, les ouvriers ont le devoir de protéger leur patrie contre l'agresseur. Les visées hégémonistes des Allemands, l'opportunisme croissant du courant social-démocrate majoritaire le font revenir à la raison, adhérer au parti social-démocrate indépendant, exiger, en 1917, une fin rapide de la guerre: «une paix dans la démocratie, une paix qui nous apporte un désarmement effectif». Après 1919, son vœu le plus cher est un travail de collaboration entre les deux courants du parti social-démocrate, même avec le «Zentrum» pour des problèmes ponctuels. Bernstein sait que toute querelle, toute division sont funestes pour la démocratie fragile. Notre seule chance de paix pour l'Europe, répète-t-il inlassablement, c'est une politique de coopération internationale pour nous qui sommes responsables de la guerre. Il meurt six semaines avant la nomination d'Hitler comme chancelier du Reich.

Son expérience de l'Angleterre fait de Bernstein un partisan convaincu du libre-échange, opposé aux taxes douanières du protectionnisme bismarckien; cet aspect de Bernstein, économiste, est bien montré dans cet ouvrage, écrit avec vivacité, intelligence et justesse.

Dans les années soixante, les historiens de l'ex-RDA avaient condamné avec virulence son opposition à la lutte des classes révolutionnaires. Depuis l'effondrement des régimes communistes, ce livre est d'actualité pour nous aider à comprendre l'évolution du socialisme.

Marianne WALLE, Rouen

Edward REICHEL, Heinz THOMA (Hg.), *Zeitgeschichte und Roman im Entre-deux-guerres*, Bonn (Romanistischer Verlag) 1993, 285 p. (Abhandlungen zur Sprache und Literatur, 50).

Cet ouvrage regroupe les diverses contributions à un colloque de romanistes qui s'est déroulé à Bamberg en 1991 et qui avait pour thème la «mise en abîme» du roman français de l'entre-deux-guerres. Les participants s'appuyaient, certes, sur la discussion méthodologique des quinze dernières années autour des thèses de Lukács, Adorno, Goldmann. Mais n'en faisant pas le thème central du colloque, il leur était possible de préserver davantage l'autonomie propre à chaque texte littéraire et de faire mieux émerger les structures sociales et littéraires de l'époque.